EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 28 mars 2019

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 166 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Serge ANDREONI - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Odile BONTHOUX - Jacques BOUDON - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Bruno CHAIX - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Michel DARY - Philippe DE SAINTDO - Jean-Claude DELAGE - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Nouriaty DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY-OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY-VLASTO - Arlette FRUCTUS - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Jacky GERARD - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Jean HETSCH - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Bernard MARANDAT - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Florence MASSE - Roger MEI - Danielle MENET - Xavier MERY - Marie-Claude MICHEL - Michel MILLE - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Muriel PRISCO - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Florian SALAZAR-MARTIN - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Signé le 28 Mars 2019

Reçu au Contrôle de légalité le 03 avril 2019

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Guy BARRET représenté par Olivier GUIROU - Moussa BENKACI représenté par Irène MALAUZAT - Jean-Pierre BERTRAND représenté par Jean MONTAGNAC - Jean-Louis BONAN représenté par Danielle MENET - Patrick BORÉ représenté par Patrick GHIGONETTO - Frédéric BOUSQUET représenté par Marie-France DROPY-OURET - Henri CAMBESSEDES représenté par Gaby CHARROUX - Jean-Louis CANAL représenté par Stéphane MARI - Philippe CHARRIN représenté par Daniel GAGNON - Jean-David CIOT représenté par Loïc GACHON - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Michel ROUX - Frédéric COLLART représenté par Dominique TIAN - Auguste COLOMB représenté par Philippe GINOUX - Robert DAGORNE représenté par Michel BOULAN - Sandra DALBIN représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Sandrine D'ANGIO représentée par Stéphane RAVIER - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par Maxime TOMMASINI - Sophie DEGIOANNI représentée par Gaëlle LENFANT - Christian DELAVET représenté par Martine CESARI - Gilbert FERRARI représenté par Eric CASADO - Olivier FREGEAC représenté par Jean-Claude FERAUD - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Philippe GRANGE - Samia GHALI représentée par Roland CAZZOLA - Nathalie LAINE représentée par Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel LAN représenté par Roland GIBERTI - Eric LE DISSÈS représenté par Bruno CHAIX - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Bernard MARTY - Laurence LUCCIONI représentée par Stéphane PICHON - Rémi MARCENGO représenté par Gérard GAZAY - Marcel MAUNIER représenté par Jocelyne TRANI - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Arnaud MERCIER représenté par Georges CRISTIANI - Danielle MILON représentée par Christophe AMALRIC - Virginie MONNET-CORTI représentée par Isabelle SAVON - Yves MORAINÉ représenté par Gérard CHENOZ - Patrick PADOVANI représenté par Josette VENTRE - Stéphane PAOLI représenté par Jacques BOUDON - Patrick PAPPALARDO représenté par Daniel HERMANN - Roger PELLENC représenté par Gérard BRAMOULLÉ - Christian PELLICANI représenté par Marc POGGIALE - Patrick PIN représenté par André JULLIEN - Roger PIZOT représenté par Jacky GERARD - Véronique PRADEL représentée par Michèle EMERY - Julien RAVIER représenté par Frédéric DOURNAYAN - Jean ROATTA représenté par Martine VASSAL - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Carine ROGER représentée par Claude VALLETTE - Patrick VILORIA représenté par Emmanuelle SINOPOLI.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - André BERTERO - Christine CAPDEVILLE - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Claude FILIPPI - Josette FURACE - Jean-Claude GAUDIN - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Stéphane LE RUDULIER - Jean-Marie LEONARDIS - Christophe MASSE - Patrick MENNUCCI - Yves MESNARD - Serge PEROTTINO - Nathalie PIGAMO - Henri PONS - Roland POVINELLI - Marine PUSTORINO-DURAND - Roger RUZE - Eric SCOTTO - Philippe VERAN - Karim ZERIBI.

Étaient présents et représentés en cours de séance Messieurs :

Hervé FABRE-AUBESPRY représenté à 14h40 par Joël MANCEL - Richard MIRON représenté à 15h04 par Didier PARAKIAN - Jean-François CORNO représenté à 15h43 par Arlette FRUCTUS.

Étaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Pierre COULOMB à 14h08 - Gérard BRAMOULLÉ à 15h04 - Karima ZERKANI-RAYNAL à 15h04 - Jean-Pierre SERRUS à 15h25 - Dany LAMY à 15h30 - Georges ROSSO à 15h30 - Nathalie FEDI à 15h33 - Lisette NARDUCCI à 15h35 - Elisabeth PHILLIPE à 15h35 - Antoine MAGGIO à 15h35 - Marie MUSTACHIA à 15h35 - Marie-Laure ROCCA SERRA à 15h35 - Jean-François CORNO à 15h43 - Daniel GAGNON à 15h45 - Stéphane RAVIER à 15h50 - Jean HETSCH à 15h55.

Madame la Présidente a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

TRA 011-5735/19/CM

■ Approbation de la candidature de la Métropole Aix Marseille Provence à l'appel à projet de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) dénommé « Expérimentation pour le développement de la mobilité servicielle » MET 19/10606/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En décembre 2016, la Métropole s'est dotée, avec l'Agenda de la Mobilité, d'un objectif ambitieux : celui de doubler, d'ici 2025, l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports en commun locaux. L'atteinte de cet objectif repose notamment sur un réel effort de simplification et de fluidification de l'offre de mobilité à l'échelle métropolitaine.

Une des solutions permettant de répondre à cet objectif de simplification de l'accès et de l'usage des solutions de mobilité alternatives s'incarne à travers le concept de MAAS.

La mobilité servicielle ou MAAS consiste à proposer aux usagers un environnement leur permettant de pouvoir s'informer, acheter à partir d'un compte unique quelques soit les canaux utilisés (digitaux et physiques) l'ensemble de l'offre de mobilité alternative publique et privée proposées sur le territoire et de bénéficier d'une expérience usager fluide grâce à un calculateur d'itinéraire performant.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans un projet de déploiement de la mobilité « servicielle » en engageant des investissements conséquents à travers le programme ICAR afin de déployer les supports techniques et billettiques permettant la mise en place d'une plateforme métropolitaine de mobilité, le développement de bouquets d'offres publics/privés est également un des axes majeur du développement de la mobilité.

La création de ces offres combinées ou intégrées permet d'offrir des solutions de mobilité complémentaires et beaucoup mieux adaptées aux besoins des usagers. Néanmoins, ces offres ont des fonctionnements, des systèmes techniques, des modèles économiques et des tarifications très hétérogènes, qui rendent compliquée leur intégration au sein d'une plateforme commune.

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (Ademe) a lancé le 7 septembre 2018 un appel à projets (AAP) sous le nom d'« Expérimentation pour le développement de la mobilité servicielle ». Cet AAP, qui se clôture le 12 mars 2019, vise à soutenir des expérimentations permettant de définir des :

- Standards techniques pour faciliter l'interfaçage des offres privées sur les plateformes de services publiques ;
- Modèles économiques et juridiques viables et pérennes permettant de commercialiser les offres de services publiques/ privées ;
- Options de gouvernance du MAAS, en précisant le rôle de l'AOM, de l'opérateur MAAS, des opérateurs de mobilité et leurs relations ;
- Précisions quant à la gestion de points juridiques particuliers, et des propositions de boîte à outil pour ceux qui veulent déployer le MAAS : RGPD, gestion de la TVA, etc.

Ces projets de développement et expérimentation doivent permettre de tester, d'évaluer et de valider la pertinence et la répliquabilité sur d'autres territoires des solutions expérimentées, en conditions réelles de fonctionnement afin de favoriser le développement de la mobilité servicielle sur l'ensemble du territoire national.

A ce titre, une logique partenariale est vivement encouragée par l'ADEME pour répondre à cet appel à projet.

Il est donc envisagé de créer un consortium d'acteurs constitué des partenaires publics, métropoles et syndicats de transport, ainsi que des industriels et associations professionnelles composé comme suit :

- La Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant que coordonnateur du groupement ;
- Le Syndicat Mixte des Transports en Commun grenoblois et la Métropole de Grenoble ;
- La Société d'Economie Mixte des Transports en Commun de l'Agglomération Nantaise et la Métropole de Nantes ;
- Mulhouse Alsace agglomération ;
- La Métropole du Grand Lyon.

Le dossier de candidature porté par AMP (chef de file du consortium) consisterait à travailler sur les 4 axes suivants :

- La constitution d'un projet de services
- La conception fonctionnelle de la future plateforme
- La mise en place d'outils métiers pour faire du marketing ciblé
- La construction d'un modèle de gouvernance public privé et la définition du périmètre de missions, du rôle et des responsabilités du futur opérateur de plateforme

Dans l'hypothèse où la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) serait retenue, l'ADEME contribuerait pour moitié au financement des projets de mobilité métropolitains évalués à ce stade à 6, 1 millions d'euros.

Aussi, il convient d'autoriser par la présente délibération la Métropole Aix-Marseille-Provence à participer à l'appel à projet de L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) dénommé « Expérimentation pour le développement de la mobilité servicielle ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille- Provence
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération n° TRA 006-3244/17/CM du 14 décembre 2017 relatif à l'approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative au projet ICAR.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans son Agenda de la Mobilité à réduire de 8 points la part modale de la voiture à horizon 2025.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a défini une stratégie « marketing » positionnant l'usager au cœur de toutes ses réflexions dans le domaine de la mobilité pour mieux répondre à ses besoins.

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée par une délibération n° TRA 006-3244/17/CM en date du 14 décembre 2017 dans un projet de déploiement de la mobilité « servicielle » en engageant des investissements conséquents à travers le programme ICAR afin de déployer les supports techniques et billettiques permettant la mise en place d'une plateforme métropolitaine de mobilité « servicielle » et qu'elle a obtenu des aides financières conséquentes de différentes institutions dans ce cadre.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite proposer dès le deuxième semestre 2020 des offres de mobilité publiques pouvant être combinées avec des solutions de mobilité privées à partir de sa future plateforme de service.
- Que la Métropole souhaite s'engager dans une démarche de co-construction avec les acteurs publics et privés de ces offres de mobilité, afin de répondre au mieux aux enjeux de déplacements des métropolitains sur le territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'appel à projet de L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) dénommé « Expérimentation pour le développement de la mobilité servicielle ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce dossier de candidature ainsi que tous les actes permettant la mise en œuvre de l'appel à projet dans l'hypothèse où la candidature de la Métropole serait retenue.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Transports, Mobilité et Déplacements

Roland BLUM